



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR

Europe centrale & pays baltes

Développement durable

Veille régionale
du pôle

Novembre 2025

Sommaire

Focus – Adaptation au changement climatique	3
Faits saillants	4
POLOGNE	4
HONGRIE	8
TCHÉQUIE	11
SLOVAQUIE	15
LITUANIE	20
LETTONIE	21
ESTONIE	23
Agenda	24

7,7 Mds€

**Un budget historique
pour les projets
d'infrastructures prévu
dans le PLF 2026
tchèque**

Focus – Adaptation au changement climatique

La Pologne investit dans la gestion durable de l'eau

Le Centre national de recherche et de développement (*NCBiR*) a annoncé un nouveau concours dans le cadre du Programme stratégique Hydrostrateg. L'accent est mis sur les défis liés à l'eau dans l'environnement et en milieu urbain, visant à améliorer l'efficacité de l'utilisation et de la gestion des ressources en eau en Pologne. L'enveloppe du programme s'élève à 100 M PLN (23,5 M€).

La Hongrie mise sur la gestion locale des eaux pluviales

Le ministère hongrois de l'Énergie a lancé un programme visant à renforcer la résilience des communes face aux aléas climatiques et à améliorer la qualité de vie par le développement de la trame verte et bleue. Le budget total de 70 Mds HUF (environ 173 M€) est destiné à financer la gestion locale des eaux pluviales, la création ou restauration de zones naturelles et la mise en œuvre d'aménagements urbains durables.

La Tchéquie adopte sa Politique paysagère et sa Stratégie biodiversité

Le gouvernement tchèque a approuvé la Politique paysagère 2050, destinée à restaurer les fonctions écologiques du paysage face à : (1) l'érosion qui représente actuellement 21 Mt de terre arable perdue par an, générant 4,3 Mds CZK soit 172 M€ de perte, (2) la baisse de la biodiversité et (3) le manque de rétention d'eau. Le document fixe des objectifs à long terme tels que la récupération des fonctions hydrologiques, la lutte contre la fragmentation, l'amélioration du paysage agricole, l'adaptation des forêts, et une meilleure coordination de l'urbanisation et des infrastructures avec la protection du paysage.

Le gouvernement a également adopté la Stratégie de conservation de la biodiversité 2026 2050 et son Plan d'action 2026-2030, destinés à enrayer le déclin rapide des espèces et à renforcer la résilience écologique du territoire. La stratégie fixe dix objectifs à long terme autour de la restauration des écosystèmes, de la gestion durable des ressources naturelles et du renforcement de la sensibilisation. Le Plan d'action prévoit notamment le classement d'au moins 23 % du territoire en zones protégées, dont 6 % en protection stricte.

Faits saillants

POLOGNE

Nominations

Le 31 octobre, le Premier ministre Donald Tusk a nommé Marian Zmarzły au poste de sous-secrétaire d'État au ministère de l'Energie responsable du Département des mines et de la sidérurgie.

Énergie

La Pologne accélère la modernisation de son cadre énergétique avec plusieurs réformes clés. La nouvelle loi sur l'éolien en mer, promulguée le 4 novembre, sécurise le cadre réglementaire et permet la tenue de la première enchère offshore le 17 décembre 2025, tout en renforçant la trajectoire vers les objectifs énergétiques 2040.

Parallèlement, le projet UD332 – Loi modifiant la loi sur les sources d'énergie renouvelable et certaines autres lois (JO RP 2024, n° 1847) modifie la loi sur les EnR en soutenant le biométhane, en simplifiant les procédures pour l'éolien terrestre, les consommateurs et les coopératives énergétiques, et en améliorant les mécanismes de soutien. Le projet UD284 – Loi modifiant la loi – Droit de l'énergie et la loi sur les sources d'énergie renouvelable, actuellement en consultations publiques, complètera cet ensemble en réformant les marchés de l'électricité et du gaz, notamment via le rétablissement des obligations boursières et l'introduction d'un système de compensation pour les producteurs d'EnR en cas de redéploiement. Ensemble, ces mesures renforcent la transparence du marché, réduisent les obstacles administratifs et soutiennent le développement d'une énergie plus renouvelable et décentralisée.

- électricité

Le ministère de l'Énergie a annoncé la suppression de la redevance de transition à compter du 1er janvier 2026. Cette redevance, introduite pour compenser les anciens producteurs d'électricité après la résiliation anticipée des contrats à long terme, disparaîtra complètement des factures. Selon le ministère, cette mesure vise à alléger les coûts pour les consommateurs et à simplifier la structure tarifaire. Son impact financier restera limité — la redevance représente un montant annuel modeste — mais s'inscrit dans une démarche plus large d'amélioration de la transparence et de prévisibilité des factures d'électricité.

- renouvelables

Sur le plan industriel, Ocean Winds a finalisé le financement de 2 Mds€ pour le projet offshore BC-Wind (390 MW), désormais entré en phase de construction et largement appuyé sur la chaîne d'approvisionnement polonaise, du chantier CRIST aux câbles de TELE-FONIKA Kable et aux infrastructures réalisées par P&Q.

Enfin, PGE a lancé à Żarnowiec l'un des plus grands systèmes de stockage d'énergie par batteries en Europe (262 MW / 981 MWh), un projet stratégique pour l'intégration des renouvelables, dont la mise en service est prévue en 2027 et qui s'inscrit dans un plan de déploiement de plus de 18 GWhs de stockage d'ici 2035.

- nucléaire

EDF renforce sa présence dans le programme nucléaire polonais en signant, lors du World Nuclear Exhibition 2025, un protocole de coopération avec le groupe industriel Baltic et Energomontaż-Północ Gdynia afin d'explorer de nouvelles opportunités industrielles dans le cadre du Programme Nucléaire Polonais (PPE), qui prévoit la construction de deux centrales nucléaires de grande capacité totalisant 6 à 9 GWe. EDF a également conclu plusieurs accords avec d'autres partenaires polonais — Zarmen, Konstak, ZKS Ferrum, Famet et Egis Poland — et a échangé avec PGE sur la coopération bilatérale.

Parallèlement, le ministère de l'Énergie a lancé une nouvelle phase de la campagne « Il est temps de comprendre l'atome », utilisant une version numérique de Maria Skłodowska-Curie pour renforcer l'acceptation sociale du nucléaire et lutter contre la désinformation grâce à des contenus pédagogiques dédiés aux technologies de réacteurs, à la sûreté et aux bénéfices énergétiques et économiques du nucléaire.

- gaz et pétrole

Le gaz confirme son rôle d'énergie de transition stratégique en Pologne, porté par une dynamique de marché favorable et par le renforcement de partenariats internationaux. L'enchère du marché de capacité, atteignant des niveaux records de 115–126 €/kW/an, a sécurisé des contrats pour PGE, Enea et Energa, garantissant la rentabilité des centrales à gaz et soutenant de nouveaux investissements, tandis que ZE PAK poursuit seule le projet de centrale de 600 MW à Turek.

Parallèlement, Orlen a renforcé sa coopération avec Naftogaz via un mémorandum couvrant l'approvisionnement, l'extraction et la modernisation des infrastructures, consolidant ainsi son rôle dans la sécurité énergétique régionale.

Sur le plan des infrastructures, le terminal GNL de Świnoujście a accueilli sa 400^e cargaison de GNL, confirmant son importance stratégique : il couvre environ 50 % de la demande nationale et a déjà regazéifié plus de 40 Mds m³ depuis sa mise en service, consolidant l'indépendance du pays vis-à-vis du gaz russe et sécurisant l'approvisionnement, en grande partie pour le groupe Orlen.

La société PERN S.A. a inauguré trois nouveaux réservoirs de stockage de carburants d'une capacité totale de 150 000 m³, portant la capacité de la base de Dębogórze à plus de 500 000 m³, ce qui en fait désormais le plus grand site de stockage de ce type en Pologne. L'investissement s'élève à près de 35,5 M€.

- chauffage

Orlen Termika a lancé un appel d'offres pour le plus grand système européen de récupération de chaleur des fumées, qui sera implanté dans la centrale de Źerań à Varsovie. Le dispositif, combinant condensation des fumées et pompes à chaleur, permettra de récupérer 145 MW thermiques et de réduire les émissions de CO₂ de 137 000 t/an. La mise en service est prévue fin 2029. Le projet s'inscrit dans le plan de modernisation de la centrale Źerań, comprenant aussi un accumulateur de chaleur de 61 000 m³ opérationnel en 2027. Cette initiative constitue une étape clé du programme de décarbonation d'Orlen Termika, qui vise la sortie totale du charbon d'ici 2035.

- hydrogène

Le 22 octobre, Elogen, société du groupe français GTT et expert technologique au service de l'hydrogène vert, et Rockfin, une société polonaise d'ingénierie spécialisée dans les systèmes énergétiques et industriels ont signé un protocole d'accord (MoU) visant à accélérer le déploiement de systèmes de production d'hydrogène vert. Elogen fournira la technologie et Rockfin le montage. Leurs solutions communes seront destinées aux marchés européens, africains et du Moyen-Orient.

Plus de 2 Mds PLN (470 M€) de subventions du Plan national de relance et de résilience soutiendront la production d'hydrogène vert en Pologne. Les entreprises Orlen, Lotos Green H₂, Tauron, Promet-Plast et Bioagra recevront des subventions pour le développement de la production d'hydrogène provenant de sources renouvelables. Conformément aux contrats signés avec la Banque Nationale du Développement (BGK), les bénéficiaires pourront réaliser des projets qui assureront une puissance de 343 MW.

Environnement

- parcs nationaux

Le président Nawrocki a opposé son veto à la loi concernant la création du Parc national de la Vallée de la Basse Oder en arguant qu'elle pourrait avoir un impact négatif sur le développement économique de la région. Suite à cette décision, le ministère du Climat et de l'Environnement essaiera de placer la Vallée de la Basse Oder sous protection en tant que partie d'un autre parc national ou d'y créer une réserve naturelle.

- eau

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) a annoncé un nouveau programme de cofinancement des investissements dans la construction, l'extension et la modernisation des stations d'épuration des eaux usées urbaines dans les agglomérations d'au moins 15 000 EH (équivalent-habitant). Le budget de l'appel à projets financé dans le cadre du Programme européen pour les infrastructures, le climat et l'environnement 2021-2027 (*FEnIKS*) s'élève à 720 M PLN (170 M€).

Le président Karol Nawrocki a opposé son veto à la loi transposant en droit national la directive 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Le projet de loi préparé par le gouvernement prévoyait d'imposer aux communes de nouvelles tâches visant à améliorer l'accès à l'eau potable sur leur territoire. Selon le président son veto visait à protéger les Polonais contre une régulation excessive et le risque d'augmentation des prix de l'eau et du traitement des eaux usées.

- déchets

Le 1er octobre, un système de consigne est entré en vigueur en Pologne. Tous les magasins d'une superficie supérieure à 200 m² sont tenus de récupérer les bouteilles en plastique jusqu'à 3l et les canettes jusqu'à 1l. Lors de l'achat de tels contenants, le consommateur paie un supplément de 12 centimes d'€. A partir du 1er janvier 2026 le système couvrira également les bouteilles en verre réutilisables jusqu'à 1,5l avec une consigne de 24 centimes d'€. Les emballages soumis au système doivent porter un logo spécifique indiquant la consigne et sa valeur. Les consommateurs peuvent retourner les emballages dans les magasins participants ou dans des machines de retour automatiques, sans avoir à présenter de reçu d'achat.

- émissions

Le 21 novembre, la Commission européenne a décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre la Pologne au motif qu'elle n'a pas maintenu ses niveaux de dioxyde d'azote en dessous des valeurs limites fixées par la directive sur la qualité de l'air ambiant (directive 2008/50/CE) et n'a pas adopté de mesures pour que la période de dépassement soit la plus courte possible.

Le 27 novembre, la diète polonaise a adopté le projet d'amendement de la loi relative au système de gestion des émissions de gaz à effet de serre et d'autres transposant en droit national le règlement 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Conformément à cette loi, c'est le Centre national d'équilibrage et de gestion des émissions (*KOBiZE*) qui a été désigné l'autorité compétente chargée de s'acquitter des fonctions et des tâches prévues au règlement susdit.

Ville durable

Le gouvernement a préparé un projet de loi sur le développement durable des villes. Il vise à créer de nouvelles formes de coopération entre les collectivités locales, en mettant l'accent sur la collaboration entre les villes et leurs zones fonctionnelles, notamment dans l'organisation des transports en commun. Les dispositions proposées soulignent la nécessité de renforcer le modèle de développement polycentrique des villes afin de stimuler le développement régional en dehors des plus grandes métropoles.

Le Centre national de recherche et de développement (*NCBiR*) a annoncé un nouveau concours dans le cadre du Programme stratégique Hydrostrateg. L'accent est mis sur les défis liés à l'eau dans l'environnement et en milieu urbain, visant à améliorer l'efficacité de l'utilisation et de la gestion des ressources en eau en Pologne. L'enveloppe du programme s'élève à 100 M PLN (23,5 M€). La Pologne dispose des réserves d'eau les plus basses de l'Union européenne.

Infrastructures et CPK

Le groupe CPK poursuit l'avancement de son vaste programme d'infrastructures en lançant [un appel d'offres](#) pour la conception et la construction d'un tunnel ferroviaire de 6 km et d'une gare souterraine sous le futur aéroport, un chantier majeur dont le contrat devrait être signé en 2027 pour une mise en service vers 2031-2032, en parallèle de la ligne à grande vitesse Varsovie-Łódź. Parallèlement, CPK a obtenu 18,3 M€ du mécanisme européen CEF pour préparer un nouveau tronçon de la LGV entre la région de Katowice et la frontière tchèque, renforçant la viabilité et le caractère prioritaire du réseau à grande vitesse, pilier du programme CPK évalué à plus de 131,7 Mds PLN (31 Mds€) et destiné à moderniser en profondeur les connexions ferroviaires du pays.

Transport

Les 15 et 16 novembre, deux actes de sabotage ont endommagé la ligne ferroviaire entre Varsovie et Lublin qui permet, entre autres, l'acheminement de l'aide internationale vers l'Ukraine. Le Premier ministre Tusk a déclaré que le premier incident impliquait un « collier » en acier posé sur un rail et « destiné probablement à faire dérailler un train », le second consistait en une détonation d'un engin explosif de qualité militaire lors du passage d'un train de marchandises. Le 18 novembre Donald Tusk a déclaré devant la Diète polonaise que deux ressortissants ukrainiens collaborant avec les services secrets russes étaient responsables de ces actes de sabotage.

- ferroviaire

Le 12 novembre, Alstom Polska a signé un accord historique avec PKP Intercity (PKP IC), l'opérateur ferroviaire national polonais de longue distance, pour la livraison de 42 rames électriques à deux niveaux (EMU) Coradia Max, ainsi que pour 30 ans de maintenance complète. Le contrat, d'une valeur de 6,9 Mds PLN (environ 1,6 Md€), comprend également une option d'achat de 30 trains supplémentaires. Les trains seront entièrement construits en Pologne sur les sites d'Alstom à Chorzów et Nadarzyn. Il s'agit du plus grand investissement en matériel roulant de l'histoire de l'opérateur.

- mobilité durable

Fin octobre, le Conseil des Ministres a adopté la mise à jour du cadre du plan d'action national en matière de carburants alternatifs dans les transports. Le document indique les objectifs suivants concernant le déploiement de l'infrastructure des carburants alternatifs en Pologne d'ici 2030 : 37 points de ravitaillement en hydrogène « 350 bars » ouverts au public (contre 12 actuellement), 86 949 points de charge pour les véhicules électriques (contre environ 11 000 actuellement) et 2 609 bornes de recharge ultra rapides ≥150 kW (710 actuellement).

- aérien

La compagnie aérienne polonaise LOT ne prendra pas le contrôle de Smartwings, acteur clé du transport aérien tchèque. Sur la « dernière ligne droite » des négociations, le propriétaire de Smartwings a choisi Pegasus Airlines, une compagnie aérienne turque à bas coût. LOT voulait racheter l'opérateur tchèque pour renforcer sa position dans l'Europe centrale en attendant l'ouverture d'un hub aérien dans le cadre du projet CPK prévu en 2032.

- routier

Fin octobre, le Centre polonais pour les projets européens de transports (CUPT) a annoncé un appel à projets pour l'achat de bus électriques, de bus à hydrogène et de trolleybus pour

les villes dans le cadre du programme européen pour les infrastructures, le climat et l'environnement 2021-2027 (FEnIKS). Le taux maximal de cofinancement s'élève à 85%. Le budget de cet appel à projets est de 700 M PLN (165 M€).

Selon les [statistiques de la sécurité routière publiées récemment par la Commission Européenne](#), 1 896 personnes sont mortes sur les routes de Pologne l'année dernière ce qui constitue une baisse de 35% par rapport à 2019.

Le 4 novembre, le président biélorusse Alexandre Loukachenko a publié un décret interdisant la circulation sur le territoire biélorusse des camions et tracteurs routiers immatriculés en Lituanie et en Pologne. Les restrictions resteront en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2027. Les médias lituaniens et polonais soulignent qu'il s'agit d'une réaction aux décisions récentes prises par la Lituanie et la Pologne de fermer leur frontière avec la Biélorussie.

HONGRIE

Énergie

Le gouvernement hongrois prévoit de maintenir en 2026 le dispositif de Rezsicsökkentés, le bouclier tarifaire sur l'électricité et le gaz pour les ménages et micro - entreprises. Un avant-projet de décret soumis à consultation confirme que les seuils de consommation bénéficiant du tarif réglementé resteront inchangés. Le périmètre des consommateurs protégés demeure également le même. Le coût du dispositif est déjà intégré au budget 2026, évalué à environ 800 Mds HUF (près de 2 Mds€).

Plus d'information : article [MTI](#)

- électricité

La Hongrie a inauguré la nouvelle sous-station électrique de Nyíregyháza-Nyírjes, présentée comme l'une des plus importantes du pays. Le projet, financé à hauteur de 18,2 Mds HUF (environ 45 M€), s'inscrit dans la modernisation du réseau menée par OPUS TITÁSZ. L'installation 132/22 kV offre une capacité totale prévue de 324 MVA, équivalente à l'alimentation d'environ 160 000 foyers. La première phase fournit déjà 184 MVA au parc industriel local, la seconde devant porter la capacité à son niveau final d'ici 2028. La sous-station renforce la stabilité du réseau régional et soutient le développement économique de la zone industrielle.

Plus d'information : article [OPUS TITÁSZ](#)

Le régulateur hongrois a publié les redevances d'usage et de raccordement au réseau applicables pour 2025/2026. Les tarifs de réseau pour les consommateurs résidentiels restent inchangés, tandis que ceux applicables aux entreprises enregistrent une baisse moyenne d'environ 12 %. La nouvelle méthodologie tarifaire renforce le rôle des signaux-prix pour impliquer davantage les consommateurs dans l'équilibre du système et améliore la visibilité des prix, notamment pour les flux transfrontaliers. Le cadre introduit des indicateurs de performance et des incitations associées, tout en révisant le calcul des redevances afin de mieux refléter les coûts réels via des mécanismes d'évaluation ex post. Le principe d'uniformisation des coûts entre les six gestionnaires de réseau de distribution est reconduit, l'équilibrage relevant d'un mécanisme propre au gestionnaire de réseau de transmission MAVIR.

Plus d'information : article [MEKH – régulateur hongrois](#)

MVM a annoncé le lancement d'un programme de modernisation numérique des réseaux de distribution opérés par ses filiales MVM Démász Áramhálózati Kft. et MVM Émász Áramhálózati Kft.. Le projet, financé à hauteur de 11,9 Mds HUF (environ 27–30 M€) grâce à un soutien européen, vise à adapter les infrastructures électriques pour mieux intégrer les énergies renouvelables, renforcer la sécurité d'approvisionnement et améliorer la résilience cyber et du réseau. Les travaux s'étendent jusqu'à fin 2028.

Plus d'information : article [Portfolio](#)

- gaz

L'énergéticien public MVM a signé un contrat de fourniture de gaz naturel liquéfié avec Engie, portant sur la période 2028-2038 et représentant un volume total de 4Mds de m³. Il s'agit du plus long contrat de GNL jamais conclu par le pays. L'accord intervient dans un contexte où la Hongrie demeure fortement dépendante des importations de gaz, notamment en provenance de Russie.

Plus d'information : communiqué du [gouvernement hongrois](#)

Selon le CREA, la Hongrie a importé du gaz russe pour 1,86 Md € (≈ 725 Mds HUF), entre janvier et septembre 2025, en forte hausse par rapport à 1,25 Md € (≈ 487 Mds HUF) à la même période en 2024. Cette progression confirme les déclarations du ministre des Affaires étrangères, Péter Szijjártó, qui prévoit un niveau record d'importations pour 2025. La hausse reflète la dépendance persistante de la Hongrie aux livraisons russes.

Plus d'information : article [CREA](#)

Le point d'interconnexion gazier avec la Roumanie passera de 300 000 à 310 000 m³/h, soit un débit annuel de 2,7 Mds de m³. Cette augmentation s'inscrit dans le développement du « Vertical Corridor ». Le projet vise à diversifier les routes d'approvisionnement et renforcer la flexibilité du réseau régional. Il contribue à sécuriser les approvisionnements en gaz pour la Hongrie et ses voisins.

Plus d'information : article [FGSZ – GRT gaz](#)

La capacité ferme à l'interconnexion gazière entre la Hongrie et la Slovaquie au point Veľké Zlievce / Balassagyarmat a été relevée de 3,5 à 4,38 Mds m³ par an (soit 5,3 GWh/h). Cette hausse, rendue possible sans investissement majeur grâce à l'optimisation du réseau existant, s'inscrit dans le développement du « Vertical Corridor ».

Plus d'information : article [FGSZ – GRT gaz](#)

- pétrole

Le 20 octobre, un incendie a touché l'unité de distillation AV3 de la raffinerie Danube à Százhalombatta, exploitée par MOL. Cette raffinerie, d'une capacité de 8 Mt/an, fournit près des trois quarts des produits raffinés de Hongrie. L'incendie a affecté une unité amont stratégique, première étape du fractionnement du brut pour obtenir kérosène, gazole et essence. Bien que rapidement maîtrisé et sans victime, l'incident a pu réduire la capacité de raffinage d'environ 40 % pendant près d'une semaine.

Plus d'information : communiqué [Groupe MOL](#)

- nucléaire

Le 4 novembre, l'autorité hongroise de sûreté nucléaire (HAEA) a délivré les autorisations nécessaires à la pose du premier béton pour l'unité 5 de Paks II. La pose devrait avoir lieu en février 2026. Cette décision marque l'entrée du projet dans sa phase de construction lourde.

Plus d'information : article [Paks II](#)

- renouvelables

La Hongrie a lancé une consultation publique sur un projet d'assouplissement réglementaire destiné à relancer le développement de l'éolien, après près d'une décennie de stagnation. La réforme prévoit la création de 17 zones dédiées dans le nord-ouest du pays, où les mâts pourront atteindre 199 m (contre 130 m ailleurs) et où les développeurs seraient exemptés de compensation pour l'usage de terres agricoles. Le texte précise également les modalités d'application de la zone de protection de 700 m, avec la possibilité, dans certains cas, d'autoriser l'empiètement des pales au-delà des limites foncières. L'exécutif vise un redémarrage des mises en chantier à partir de 2029. Des freins subsistent toutefois, en particulier les capacités limitées de raccordement au réseau, alors que l'éolien reste marginal dans le mix hongrois (330 MW installés, soit 1,8 % de la production brute en 2024).

Plus d'information : communiqué du [gouvernement hongrois](#)

Le gouvernement hongrois a annoncé l'allocation de 12 Mds HUF (environ 30 M€) dans le cadre du programme énergétique Jedlik Ányos pour stimuler les projets de production d'électricité et de chaleur géothermiques, avec une ouverture des appels à projets fin janvier. La filière reste embryonnaire, freinée par des coûts d'entrée élevés et des risques géologiques

importants. Le dispositif prévoit 10 Mds HUF (environ 25 M€) de subventions pour le forage des premiers puits et 19 Mds HUF (environ 48 M€) de prêts sans intérêt dédiés à la production de chaleur. L'appui vise aussi à accompagner les opérateurs de chauffage urbain dans la substitution progressive du gaz naturel par la géothermie, afin de réduire la dépendance énergétique extérieure.

Plus d'information : communiqué du [gouvernement hongrois](#)

Environnement

Le ministère hongrois de l'Énergie a lancé un programme visant à renforcer la résilience des communes face aux aléas climatiques et à améliorer la qualité de vie par le développement de trame verte et bleue. Le budget total est de 70 Mds HUF (environ 173 M€), destiné à financer la gestion locale des eaux pluviales, la création ou restauration de zones naturelles et la mise en œuvre d'aménagements urbains durables.

Plus d'information : communiqué du [gouvernement hongrois](#)

Infrastructures de transport

- ferroviaire

La modernisation de la ligne ferroviaire 106 entre Debrecen et Nagykereki (ouest du pays) a été annoncée par les autorités hongroises : au lieu d'être fermée comme cela avait été envisagé notamment à cause de la fermeture prévue d'une usine de batteries dans la zone, la voie fera l'objet d'un investissement de modernisation. Cette initiative vise à préserver le service ferroviaire pour les petites communes de la région tout en créant un raccordement rapide entre Debrecen et Nagybárad, à soutenir l'extension de l'aéroport local et à réduire les nuisances sonores dans la zone.

Plus d'information : article [VG](#)

Les autorités hongroises ont annoncé un programme d'investissement de 2,5 Mds€ destiné à améliorer l'accessibilité de l'aéroport international Liszt Ferenc depuis le centre-ville de Budapest. Une composante majeure du projet est la création d'une liaison ferroviaire directe entre la gare de Nyugati et l'aéroport. Cette nouvelle ligne d'environ 17 km permettra de relier le centre-ouest de la capitale en une vingtaine de minutes et comprendra la construction d'une gare souterraine au sein même de l'aéroport. L'infrastructure sera réalisée et exploitée dans le cadre d'une concession, pour un investissement estimé à 1 M€. Les autorités prévoient de lancer les appels d'offres correspondants dans les prochains mois.

Plus d'information : article [Portfolio](#)

- routière

Le plan d'investissement visant à renforcer l'accessibilité de l'aéroport international Liszt Ferenc comprend un volet spécifique consacré à la création d'une liaison routière de grande capacité reliant directement le terminal. Ce projet représente un investissement de 500 M€ pour la construction d'un tronçon de 12 km, doté de deux à trois voies par sens, dont la mise en service est prévue en 2028.

Plus d'information : article [Portfolio](#)

Transport

- ferroviaire

Les autorités hongroises ont lancé un programme de modernisation du réseau HÉV, visant à renouveler le parc de rames et à réhabiliter l'infrastructure des lignes suburbaines de Budapest. Le projet prévoit l'acquisition de 54 nouvelles rames et la rénovation des voies et gares, notamment sur la ligne H5 (Batthyány tér – Szentendre). Un [appel d'offres](#) a été publié avec une mise en service à l'horizon 2029.

Plus d'information : article [Nepszava](#)

TCHÉQUIE

Climat

Le ministère de l'Environnement tchèque (MZP) a présenté une mise à jour de la politique de protection du climat 2025-2050, fondée sur le Plan national énergie et climat (PNEC) 2024 et alignée sur l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030 par rapport à 1990. La stratégie introduit 70 mesures sectorielles dans l'énergie, l'industrie, les transports, la construction ou encore la gestion des déchets. Selon le MZP, la modernisation de l'économie pourrait créer 150 000 nouveaux emplois d'ici 2050, réduire de plus de moitié la dépendance énergétique du pays et améliorer la qualité de l'air, sans impact négatif significatif pour les ménages. Le document constitue également la contribution tchèque à l'Accord de Paris en tant que stratégie nationale bas-carbone de long terme.

Plus d'information : communiqué [MZP, Politique de protection du climat](#)

Energie

- charbon

Le groupe énergétique Sev.en a annoncé la fin d'opération de trois de ses grandes centrales au charbon entre décembre 2026 et mars 2027 au plus tard. Les installations de lignite concernées totalisent environ 2,4 GW de capacité retirée du réseau. L'entreprise justifie cette décision par la baisse de la rentabilité des unités charbon, la hausse continue du coût des quotas d'émission et la pression concurrentielle croissante des EnR.

Plus d'information : communiqué [Sev.en](#)

- gaz

Le 17 novembre, TotalEnergies et l'énergéticien EPH, détenu Daniel Kretinsky, ont annoncé une opération partenariale d'un montant total de 5,1 Mds€, structurée en deux volets : (1) TotalEnergies acquiert 50 % d'une nouvelle coentreprise regroupant les actifs de production flexible d'EPH en Europe occidentale (cycles combinés gaz, batteries, biomasse) ; (2) EPH souscrit parallèlement à une augmentation de capital de TotalEnergies, portant sa participation à 4,1 % du capital du groupe français. La conclusion est attendue pour mi-2026.

Plus d'information : communiqués [TotalEnergies](#), [EPH](#)

- nucléaire

La Tchéquie a officiellement déposé auprès de la Commission européenne une demande de notification d'aide d'État pour étendre le soutien approuvé pour l'unité 5 de Dukovany à l'unité 6, conformément à la décision de construire deux nouvelles unités. L'approbation est attendue d'ici fin 2026, après l'examen de la conformité de l'aide aux règles européennes. Le projet sera réalisé par l'opérateur sud-coréen KHN, sélectionné à l'issue de l'appel d'offres et déjà engagé contractuellement avec la société de projet Dukovany II depuis juin 2025.

Plus d'information : communiqué [MPO](#)

- renouvelables

L'opérateur allemand Vantage Towers a déployé des systèmes photovoltaïques sur plus de 400 pylônes télécoms en Tchéquie, soit l'un des plus importants déploiements solaires du secteur en Europe. L'électricité produite est autoconsommée sur site, permettant d'économiser 1,1 GWh/an et d'éviter 449 t CO₂/an, tout en réduisant la dépendance au réseau et en renforçant la résilience des infrastructures.

Plus d'information : article [Data Centers Dynamics](#), [LinkedIn post](#)

Sobriété

- gestion des déchets

Le gouvernement a approuvé un amendement à la Loi sur les produits de fin de vie afin d'aligner la réglementation tchèque sur le règlement européen sur les batteries. Le texte

encadre l'ensemble du cycle de vie des batteries et renforce la responsabilité élargie des producteurs. L'amendement introduit des exigences renforcées telles que des restrictions accrues sur les substances dangereuses, des normes de durabilité et de remplaçabilité, la création d'un passeport de batterie assorti d'une empreinte carbone numérique, et fixe des teneurs minimales obligatoires en matériaux recyclés, ainsi que des objectifs plus ambitieux de collecte et de recyclage.

Plus d'information : communiqué [MZP](#)

Le Service de secours incendie tchèque et l'Inspection environnementale tchèque poursuivent les inspections conjointes des installations de gestion des déchets engagées le 21 juillet 2025. À ce jour, les pompiers ont contrôlé 65 sites, dont 21 présentant des lacunes, et l'Inspection 68, ciblant prioritairement les installations ayant connu des incendies ou stockant de grands volumes de déchets inflammables. Plus de 100 déficiences ont été relevées ; un total de 55 k CZK (2,3 k€) d'amendes a été infligé dans 6 cas. Les inspections se poursuivront sur environ 80 sites et alimenteront des mesures préventives et des évolutions législatives visant à réduire le risque d'incendies aux impacts environnementaux et sanitaires élevés.

Plus d'information : communiqué [MZP](#)

Eau

Le gouvernement a accordé un soutien de 10,6 Mds CZK (~438 M€), financé par les recettes ETS, au projet de pipeline d'eau chaude (caloduc) Dukovany-Brno porté par Teplárny Brno, l'opérateur municipal de chauffage urbain de la ville de Brno. L'investissement total est estimé à 18 Mds CZK (720 M€). Le chantier doit débuter en 2027 pour une mise en service en 2032. L'infrastructure de réseaux de 94 km, dont 40 km entre Dukovany et Bosonohy permettra de couvrir jusqu'à 50 % des besoins de chaleur de Brno grâce au nucléaire, réduisant fortement la dépendance actuelle au gaz (80 % des approvisionnements). Selon le MZP, la nouvelle configuration réduira la consommation d'énergie primaire de 20 % et les émissions de GES de près de 60 %. Le projet bénéficie du statut de construction prioritaire en vertu de l'amendement sur les ouvrages linéaires.

Plus d'information : communiqué [MZP](#)

Le MZP a délivré un avis environnemental unifié (JES) favorable pour la construction principale du réservoir de Nové Herminovy, infrastructure stratégique destinée à protéger les communes de Nové Herminovy à Opava contre les crues répétées du haut bassin de l'Opava. Le barrage permettra de capter les débits extrêmes et de réduire fortement le risque d'inondation pour des milliers d'habitants et des centaines de bâtiments. Le gestionnaire Povodí Odry avait déposé la demande de permis de construire en septembre 2025.

Plus d'information : communiqué [MZP](#)

Espèces protégées

En Tchéquie, malgré l'inscription en août 2025 du cerf sika sur la liste européenne des espèces exotiques envahissantes, le MZP et le ministère de l'Agriculture ont choisi de le maintenir dans la catégorie « gibier », afin de permettre la poursuite de son abattage par les chasseurs. Cette position implique une révision de la Loi sur la chasse et de ses décrets, ainsi que la définition de nouvelles règles pour l'élevage, désormais limité par le règlement européen. Les deux ministères préparent une position commune pour négocier d'éventuelles dérogations auprès de la Commission européenne. Le MZP envisage en parallèle de mobiliser le Programme opérationnel Environnement pour financer les actions de régulation.

Plus d'information : communiqué [MZP](#)

Biodiversité

Le gouvernement a adopté la Stratégie de conservation de la biodiversité 2026-2050 et son Plan d'action 2026-2030, destinés à enrayer le déclin rapide des espèces et à renforcer la résilience écologique du territoire. La stratégie fixe dix objectifs à long terme autour de la restauration des écosystèmes, de la gestion durable des ressources naturelles et du renforcement de la sensibilisation. Le Plan d'action prévoit notamment le classement d'au moins 23 % du territoire en zones protégées, dont 6 % en protection stricte ; l'introduction d'un cadre législatif pour les Autres mesures de conservation efficaces par zone (OECM) ; la restauration de la perméabilité écologique ainsi que la gestion active des espèces menacées.

Plus d'information : communiqué [MZP](#)

Le gouvernement a approuvé la Politique paysagère 2050, destinée à restaurer les fonctions écologiques du paysage face à : (1) l'érosion qui représente actuellement 21 Mt de terre arable perdue par an, générant 4,3 Mds CZK soit 172 M€ de perte, (2) la baisse de la biodiversité et (3) le manque de rétention d'eau. Le document fixe des objectifs à long terme tels que la récupération des fonctions hydrologiques, la lutte contre la fragmentation, l'amélioration du paysage agricole, l'adaptation des forêts, et une meilleure coordination de l'urbanisation et des infrastructures avec la protection du paysage. Élaborée avec plus de 60 experts et plusieurs ministères, la stratégie sera accompagnée d'une méthodologie nationale de planification.

Plus d'information : communiqué [MZP](#)

La signature du mémorandum entre la Tchéquie, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein le 4 novembre ouvre la mise en œuvre du programme environnemental des subventions de l'Espace économique européen (EEE)-Norvège pour la période 2021-2028. La Tchéquie bénéficiera de 30 M€ de financements norvégiens, complétés par 5,3 M€ du Fonds d'Etat pour l'environnement tchèque. Les priorités incluent l'innovation pour la protection des écosystèmes et de la biodiversité, le renforcement de la coopération internationale, et les projets pilotes de captage et stockage carbone (CCS).

Plus d'information : communiqué [MZP](#), site web du [Fonds d'Etat pour l'environnement](#)

Transports et infrastructures

Le projet de loi de finances (PLF) 2026 présenté par le gouvernement Fiala prévoit pour l'autorité de financement des projets d'infrastructures du ministère des Transports (SFDI) un budget historique de 187 Mds CZK (~7,7 Mds€) en hausse d'environ 14 % par rapport à celui de 2025. Plus de 133,3 Mds CZK (~5,5 Mds€) seront consacrés aux investissements dans le développement des infrastructures de transport, dont près de 86 Mds CZK (~3,5 Mds€) pour la Direction des routes et autoroutes et 84,3 Mds CZK (3,48 Mds€) pour le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires. Le budget prévoit de mobiliser 33,9 Mds CZK (~1,4 Mds€) issus de sources européennes et d'utiliser 20 Mds CZK (0,8 Mds€) du budget des dépenses de défense pour des projets de construction contribuant à accroître la mobilité militaire. Le ministre des Transports démissionnaire a toutefois reconnu que le fonds SFDI présentera un déficit de 37,2 Mds CZK (~1,5 Md€) compte tenu des recettes prévues (144,6 Mds CZK / ~6 Mds€) et a invité à prioriser les projets d'infrastructures.

- ferroviaire

Le conseil de surveillance de l'Administration des chemins de fer (SŽ) a démis M. Jiří Svoboda de ses fonctions de PDG après que l'Agence nationale de lutte contre le crime organisé a découvert plus de 3,2 M€ en espèces et une collection de montres de luxe lors d'une perquisition à son domicile. Cette perquisition s'inscrivait dans le cadre d'une enquête sur des contrats portant sur la rénovation d'un nœud ferroviaire à Pardubice, la modernisation de la gare Masaryk à Prague et la construction d'une gare à Brno. L'enquête vise également la Direction des routes et des autoroutes (ŘSD) pour les travaux sur les autoroutes D3 et D8. Si personne n'a été inculpé ni arrêté à ce stade, M. Svoboda a été démis de ses fonctions afin d'éviter que le fonctionnement de la compagnie publique soit mis en doute. Le ministre des Transports démissionnaire, Martin Kupka, a ordonné un audit indépendant des marchés publics faisant l'objet de l'enquête.

La Banque européenne d'investissement (BEI) a mis à disposition 200 M€ dans le cadre d'un prêt d'un total de 400 M€ pour la construction d'un tronçon de 12,64 km du périphérique de Prague, situé au sud-est de la capitale tchèque (partie du RTE-T). Les 200 M€ restants seront versés dans la phase ultérieure du projet. Une fois achevé (2032), le périphérique comptera 81,3 km et permettra de relier neuf grandes autoroutes au départ de Prague, facilitant ainsi le transit à travers la Tchéquie et les pays voisins.

La BEI va également accorder un prêt de 200 M€ au gestionnaire ferroviaire Správa železnic pour la modernisation d'ici 2030 des lignes ferroviaires régionales (reconstruction, électrification, équipement en système de signalisation ETCS), y compris celles qui font partie du réseau RTE-T. Le gestionnaire procédera également à l'acquisition de nouveaux véhicules d'entretien et équipements. Ce nouveau prêt s'inscrit dans le contexte d'un accord

de coopération prévoyant un financement et une assistance technique pour l'infrastructure ferroviaire tchèque (2023-2027) à hauteur de 2,2 Mds€.

L'opérateur privé tchèque RegioJet a annoncé son intention de déposer une plainte auprès de la Commission européenne à l'encontre du gestionnaire du réseau ferroviaire polonais PKP PLK. Lors des travaux majeurs de modernisation de la ligne Cracovie-Varsovie, RegioJet estime avoir reçu un traitement discriminatoire concernant l'attribution des « sillons », les créneaux d'autorisation de circulation alloués à un train. Selon RegioJet, PKP PLK aurait organisé des restrictions pour affecter de manière disproportionnée ses services plutôt que ceux de son concurrent direct PKP Intercity, les liaisons RegioJet étant en moyenne 8 à 9 minutes plus lentes que celles de PKP Intercity, une rame étant contrainte d'opérer une déviation via Zawiercie pénalisant sa compétitivité. RegioJet, actif en Pologne depuis 2024, affirme également faire face à d'autres formes de discrimination : (i) l'impossibilité d'accéder à des espaces publicitaires dans les stations gérées par PKP PLK, (ii) le défaut de transmission des informations de transport par PKP PLK. Pour sa part, PKP PLK rejette ces accusations, assurant que la planification et la gestion de capacité se font légalement et de manière objective.

L'opérateur ferroviaire national České dráhy a présenté son plan de renouvellement du matériel ferroviaire pour la période 2026-2031. Plus de 2 600 véhicules devront être remplacés, soit environ 400 unités par an, pour un coût estimé à 802 M€. Depuis 2021, l'opérateur a investi 110 M€ dans ses infrastructures de maintenance et 24,4 M€ dans ses équipements. Un nouvel atelier de réparation des systèmes de freinage est en préparation à Nymburk, en partenariat avec Knorr-Bremse GmbH.

L'opérateur privé LéoExpress (RENFE) a annoncé le lancement, à compter du 30 avril 2026, de la nouvelle ligne Prague-Olomouc-Bratislava sur laquelle il déployera trois rames de 13 voitures de voyageurs Talgo VI (200 km/h) avec une capacité de 354 passagers, louées pour 10 ans auprès de sa société mère. L'opérateur tchèque, qui a plus que doublé le nombre de passagers voyageant sur ses lignes en 2024 à 3,8 M, a réalisé un chiffre d'affaires record de plus de 40 M€.

Après de nombreuses années de passation de marchés directe à l'opérateur national České dráhy, deux régions ont lancé des appels d'offres pour l'exploitation de lignes de service public :

- La région d'Olomouc cherche un transporteur avec des trains à batteries pour exploiter trois lignes régionales pendant 15 ans à partir de décembre 2029. La valeur du contrat s'élève à 6 Mds CZK (~248 M€) ;
- La région de Vysočina a lancé des appels d'offres pour deux lots : (i) le premier lot, d'une valeur de 8,6 Mds CZK pour 15 ans, concerne le transport assuré par les trains diesel sur la ligne Havlíčkův Brod-Třebíč – Brno ; (ii) le deuxième, d'une valeur de 13,4 Mds CZK pour 15 années, concerne des trains électriques sur les lignes Kolín-Jihlava et Hlincko-Jihlava-Slavonice.

Le gestionnaire ferroviaire Správa železnic a obtenu l'une des plus importantes subventions européennes du programme CEF (MIE) en recevant 295 M€ pour moderniser le tronçon nr. 4 de 9,5 km entre Nezamyslice-Kojetín sur la ligne Brno-Přerov, et ce afin de permettre aux trains d'atteindre 200 km/h. La construction, commencée en mai 2025, devrait s'achever en 2028. La subvention devrait couvrir jusqu'à 85 % des coûts de construction. Le contrat pour ces travaux (272 M€) a été attribué aux consortium Eurovia, Porr, Strabag Rail.

Eurovia, en groupement avec AC Olomouc, s'est vu attribuer le contrat d'1 M€ pour les travaux archéologiques sur la future LGV Brno-Ostrava, partie Moravian Gate I entre Prosenice et Hranice (20 km). L'appel d'offres relatif à la construction de la ligne devrait être lancé en 2026 en Partenariat Public-Privé, la construction devant s'étaler sur la période 2028-2034.

Les régions de Prague et de Bohême centrale ont décalé de 4 mois, au 28 mai 2026, la date limite de réception des offres concernant le plus grand marché ferroviaire. Celui-ci, d'une valeur de 142 Mds CZK/~5,87 Mds€, est relatif à l'exploitation de trains électriques pour une durée de 30 ans à partir de décembre 2029, date de fin du contrat avec l'opérateur national České dráhy. Le contrat prévoit l'achat de 133 nouveaux trains électriques (EMU 400) par l'opérateur retenu (České dráhy, RegioJet et Arriva candidatent). Ce délai supplémentaire

permettra aux fabricants des trains de finaliser leurs offres. Compte tenu de l'ampleur du marché, pratiquement tous les principaux fournisseurs européens de véhicules ferroviaires ont exprimé leur intérêt.

- routier

Un total de 95,6 km de nouveaux tronçons d'autoroutes et de routes de 1^{ère} catégorie seront ouverts à la circulation au titre de l'année 2025 (notamment sur les autoroutes D35, D55 et la D1), quand 67 km sont prévus en 2026 (sur les autoroutes D49, D3 et D35). Leur mise en service entraînera une hausse du prix de la vignette autoroutière dont le montant est désormais calculé en fonction de l'inflation et du nombre de kilomètres nouvellement ouverts.

- aérien

Pour la saison d'hiver 2025-2026, l'aéroport de Prague offrira un nombre record de destinations et une capacité en nette hausse. Plus de 127 destinations seront desservies par 66 compagnies, dont 15 nouvelles liaisons (Amman, Beirut, Toulouse, Cork...) et 12 nouveaux transporteurs (par exemple Air Arabia, Ajet, Animawings...). Ce programme affiche une croissance de 12,6 % de capacité et une hausse de 12,2 % du nombre de vols (45 000 durant la saison) par rapport à la précédente saison d'hiver. Les destinations de loisirs long-courriers connaissent aussi un essor. Paris demeure la deuxième destination de l'aéroport en termes de capacités et de fréquence hebdomadaire.

L'aéroport de Prague cherche à vendre 100 % des actions de Czech Airlines Handling (CSAH), déficitaire depuis le Covid (-51,85 M CZK/-2,1 M€ en 2024 sur un CA de 2,43 Mds CZK/99 M€). Les dirigeants de l'aéroport ont affirmé avoir reçu 2 offres, à la hauteur des attentes, le favori étant Swissport, qui aurait proposé 500 M CZK (20,4 M€). La société de manutention des bagages n'est pas le leader de son métier à l'aéroport de Prague, où la société britannique Menzies Aviation détient des parts de marché plus importantes.

La compagnie aérienne turque Pegasus Airlines a finalement signé un accord pour acquérir l'opérateur Czech Airlines et sa filiale Smartwings pour un montant total de 154 M€, dettes comprises, un accord avec la compagnie polonaise LOT étant initialement anticipé. La transaction reste soumise à des approbations réglementaires obligatoires et à d'autres conditions de transfert, l'achèvement étant attendu en 2026. La compagnie turque prévoit de maintenir à la fois les marques Smartwings et Pegasus Airlines, en se concentrant sur l'expansion de sa présence commune à travers l'Europe.

- urbain

Suite aux nombreuses plaintes des Pragois et au nombre croissant d'accidents, la ville de Prague introduira à partir du 1^{er} janvier 2026 un nouveau système de régulation des moyens de transport partagés, qui prévoit une interdiction des trottinettes électriques partagées. Les opérateurs de moyens de transport partagés autorisés (vélos/vélos électriques en libre-service) paieront à la ville une redevance d'1 € par mois par vélo pour l'utilisation des places de stationnement sur les endroits prévus à cet effet. Selon la mairie, les scooters électriques ne seraient pas utilisés comme un moyen de transport mais plutôt comme source de divertissement dans les lieux non destinés à la circulation (parcs, trottoirs).

SLOVAQUIE

Énergie

Le 3 décembre, le gouvernement a adopté le dossier analysant les possibilités de porter plainte contre la Commission européenne devant la CJUE, au titre du règlement REPowerEU sur l'arrêt progressif des importations de gaz depuis la Russie. Selon le document, le ministère de l'Economie doit préparer la plainte si les objections juridiques pertinentes, à l'encontre de l'interdiction du gaz russe, persistent. Le dossier sert de base pour les réflexions à mener et pour la prise de décision sur les mesures éventuelles à entreprendre par la Slovaquie si le règlement ne reflète pas les objections slovaques ou en absence des mesures de compensation. Le document est en partie confidentiel puisqu'il comprend des évaluations

juridiques et des arguments qui pourraient, une fois publiés, négativement influencer la procédure judiciaire en défaveur de la Slovaquie. Par ailleurs, il comprend aussi des données qui font l'objet d'un secret commercial.

Le 3 décembre, la vice-première ministre et ministre de l'Economie, Denisa Sakova, s'est félicitée que l'interdiction du pétrole russe ne fasse pas partie du règlement. Elle a aussi mentionné que le texte comprenait une clause de sécurité selon laquelle, si l'approvisionnement en gaz d'un Etat membre est menacé, l'interdiction est suspendue temporairement et, dans les cas extrêmes, les importations de gaz russe peuvent être rétablies. Elle a rappelé que la Slovaquie devrait remplacer le gaz russe par d'autres sources d'approvisionnement dont le GNL des Etats-Unis sur lequel elle négocie avec la Pologne, l'Allemagne, la Tchéquie et la Grèce. Enfin, d'ici mars 2026, la Slovaquie devrait rédiger son plan national de diversification des livraisons du gaz demandé par Bruxelles.

Énergie

Fin octobre, le gouvernement a approuvé de nouvelles règles concernant l'achat d'énergie au sein de l'administration publique, afin de réduire les factures énergétiques. Désormais, les ministères, lors des marchés publics, doivent respecter les principes uniformisés rédigés par le ministère des Finances. Par ailleurs, ces achats doivent être centralisés. Le texte recommande que les collectivités locales utilisent les mêmes principes. Le document comprend six principes de base pour un achat efficace. Il rappelle que les dépenses de l'administration publique pour l'achat de l'électricité et du gaz ont dépassé 700 M€ (300 M€ d'énergie stricto sensu et 400 M€ de taxes et prélèvements). Il recommande enfin des négociations sur les tarifs, au lieu de payer les prix affichés par les fournisseurs.

Le 3 décembre, le gouvernement a approuvé les modalités techniques du bouclier tarifaire pour 90% ménages dès le 1^{er} janvier 2026. Selon le gouvernement, sans le bouclier les prix auraient augmenté de 22 % pour l'électricité, et de 30 % pour le gaz et le chauffage. L'aide aux ménages concernés consiste en une réduction directe de la facture d'électricité et de gaz (avec un prix déjà subventionné dans la facture) et en l'octroi de chèques énergétiques pour le chauffage, remboursables en janvier et en juillet 2026. Les ménages qui se chauffent au charbon et au bois ne sont pas concernés. L'éligibilité d'un ménage dépend de la somme des revenus mensuels du ménage, divisée par un quotient familial (« 1 » point pour le premier adulte, « 0,7 » pour un deuxième ou adolescent -14 ans et plus- et « 0,5 » par enfant de moins de 14 ans). Le résultat ne doit pas dépasser 1930 € mensuels. Le gouvernement prévoit un coût de 385 M€ pour le budget de l'Etat en 2026, intégré dans la loi de finances.

Afin de garantir un prix de base de l'électricité de 72,7 € / MWh aux ménages protégés, le gouvernement a ordonné le 3 décembre au principal électricien du pays de lui fournir à ce prix 5,5 TWh d'électricité produite dans les centrales nucléaires. Par ailleurs, même si le prix de base passe de 61 € / MWh à 72,7 € / MWh, le régulateur national URSO a réduit d'autres composants de la facture (ex : frais de fonctionnement du système, de distribution, de services systémiques, etc.) et donc le prix n'augmentera que de 2,78 % in fine. Les ménages non-protégés auront un tarif de base pour l'énergie électrique de 103,94 € / MWh. A cela s'ajouteront les autres frais. Quant au gaz, les ménages éligibles payeront pratiquement le même montant qu'en 2025.

- électricité

Le 21 novembre 2025, Slovenské elektrarne, principal électricien du pays détenu par le groupe tchèque EPH, a réussi sa première émission d'obligations vertes sur les marchés financiers mondiaux. L'émission s'élève à 750 M€ alors que la demande a dépassé 4,8 Mds€. Slovenské elektrarne a réalisé un emprunt de 7 ans à un taux d'intérêt de 3,875 %. La majorité des investisseurs provient du Royaume-Uni (42 %).

- gaz

Le 6 novembre, lors de sa visite officielle de la Slovaquie, le président polonais Karol Nawrocki a proposé que la Pologne devienne une plaque tournante pour les approvisionnements en gaz américain au bénéfice de la Slovaquie. L'interconnexion gazière entre les deux pays a été mise en service en 2022 mais n'était pas utilisée jusqu'à présent.

La société semi-publique Eustream, sous contrôle managérial du groupe tchèque EPH, et qui assure le transit du gaz russe à travers le territoire slovaque, essaie de retrouver une profitabilité. Eustream dispose d'une capacité de transit de 90 Mds m³/an, mais depuis l'arrêt du transit du gaz russe à travers l'Ukraine le 1^{er} janvier 2025, elle n'assure le transit que pour la consommation nationale (4,5 Mds m³). Ainsi, pour assurer sa profitabilité, Eustream a augmenté le tarif pour le transit de 93 €/ MWh/jour à 328 € en 2025, soit une hausse de 253 %. Pour 2026, Eustream prévoit une nouvelle hausse de 255 € supplémentaires (+77,7 %).

Ce sont surtout les industriels, tels que le producteur d'engrais Duslo Sala, la raffinerie Slovnaft et les sociétés métallurgiques US Steel et Zeleziarne Pobrezova qui seront touchés par cette hausse. Pour les plus grands industriels énergivores, il s'agit de millions d'euros en plus d'où leur forte contestation de la politique d'Eustream. Les négociations entre Eustream et le régulateur URSO sur ce tarif sont en cours.

- renouvelables

Le 31 octobre dernier, le ministère de l'Economie a lancé un appel à projets, afin de soutenir la production combinée d'électricité et de chaleur à haute efficacité énergétique. Cet appel concerne les installations d'une puissance installée de 100 kW à 50 MW. Le droit au soutien concerne la production d'électricité à partir du gaz, du biométhane ou du gaz issu des ressources renouvelables d'origine non-biologique. Le prix maximal du soutien s'élève à 119,08 € / MWh. Le soutien est limité puisqu'il sera attribué aux installations avec une puissance installée cumulée de 220 MW, pendant 15 ans. Les intéressés peuvent envoyer leurs offres jusqu'au 31 décembre 2025.

- hydrogène

La société française Elogen fabriquera l'électrolyseur d'1 MW qui servira à la production d'hydrogène vert de Veolia en Slovaquie. L'hydrogène produit sera injecté dans le système de production combinée de chaleur et d'électricité de Veolia à Žiar nad Hronom (en Slovaquie centrale) et remplacera en partie le recours au gaz naturel, tout en augmentant la part des énergies renouvelables. Ce nouvel électrolyseur devrait être mis en opération à la mi-2026.

- chaleur

Le premier acteur privé du chauffage urbain en Slovaquie, le groupe français Veolia, a racheté l'entreprise municipale slovaque Termokomplex, devenue Veolia Energia Krompachy depuis le 1^{er} septembre 2025. La société assure le chauffage urbain dans la ville de Krompachy (à l'Est du pays) et fournit la chaleur et l'eau chaude à 1 500 ménages. Le chiffre d'affaires de la société s'élève à 2,5 M€. Le réseau comprend quatre chaudières centrales et six chaudières locales, avec une puissance installée totale de 21,2 MWt. La production annuelle s'élève à 10,5-12,5 GW/h.

Transports

- routier

Mi-octobre 2025, le ministre des Transports a présenté les contours de l'étude relative à la reconstruction de 575 ponts en Slovaquie. La moitié des ponts en Slovaquie se trouve dans un mauvais état ou en état d'urgence. Selon l'étude, d'ici 2030, 575 ponts pourraient être réparés sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP). L'entreprise sélectionnée dans le cadre d'un PPP devrait commencer les travaux en 2027/2028. Pendant 30 ans l'Etat payerait 86,3 M€/an, soit 2,6 Mds€ au total. Selon le ministère des Transports, l'un des principaux arguments en faveur du modèle PPP repose sur un processus de construction plus rapide que les marchés publics classiques (MP) gérés par la société publique chargée des routes nationales SSC. Même si le modèle classique des MP est moins onéreux à hauteur de 700 M€, les travaux plus rapides du PPP présentent des avantages socioéconomiques significatifs et rendent ce modèle PPP plus avantageux (pour environ 892 M€). Fin octobre, le ministre a soumis le projet de reconstruction des ponts à la consultation publique interministérielle. En novembre, lors de la consultation, le bureau analytique du ministère des Finances (l'Unité coût/efficacité), a envoyé au ministère des Transports 14 objections dont 10 fondamentales.

Selon lui, la société SSC est capable de gérer dans les meilleurs délais plusieurs appels d'offres ainsi que travaux en parallèle.

Le 20 novembre, un nouveau tronçon sur la voie expresse R2 entre les municipalités Kriváň – Mýtna a été ouvert au public. Il s'agit d'un tronçon d'une longueur de 9 km qui comprend aussi la plus longue autoroute surélevée du pays (4,4 km) basée sur une solution technique unique en Europe. Les travaux ont couté 279 M€ et ont été réalisés par le consortium d'Eurovia SK, Eurovia CZ (groupe Vinci), Doprastav et Strabag. La voie expresse devrait être empruntée par 7 000 véhicules particuliers et 2 000 poids lourds par jour.

La société municipale DPB, chargée des transports en commun à Bratislava, a acheté 20 bus à gaz naturel compressé (GNC) à la société tchèque SOR Libchavy. L'achat s'est réalisé dans le cadre d'un accord-cadre pour l'achat de 130 bus à CNG de cette société. La valeur de cet accord-cadre s'élève à 56,94 M€. Huit bus ont été déjà commandés l'année dernière.

L'Administration slovaque des routes, SSC (gestion des routes nationales), a lancé un appel d'offres à Stropkov (10 500 habitants, Nord-Est) pour la construction d'une nouvelle route de 5,3 km qui détourne le trafic du centre-ville. La valeur estimée de ce marché s'élève à 44,7 M€. Les intéressés peuvent envoyer leurs offres jusqu'au 20 janvier 2026.

Pour en savoir plus : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/801270-2025>

Fin octobre, le Parlement a adopté un amendement à la loi sur le trafic routier qui a relevé l'âge des chauffeurs de 65 à 70 ans pour effectuer une visite médicale obligatoire. Une telle visite est à renouveler tous les cinq ans. En outre, l'amendement définit la vitesse de circulation sur le trottoir à 6 km/h (pour les trottinettes, vélos) et prévoit une amende en cas de dépassement (infraction selon le législateur).

- ferroviaire

Fin novembre, le ministère de l'Environnement a approuvé le projet du gestionnaire public des chemins de fer, ZSR, qui prévoit une large modernisation des rails dans la capitale. La reconstruction pour 528 M€ concerne la partie Nord-Est de la ville et comprend la reconstruction des infrastructures, la construction des passages souterrains et supérieurs, ainsi que l'incorporation du système européen de contrôle des trains ETCS. Les travaux devraient commencer en 2031 et être finalisés d'ici 2041.

Début novembre, la Slovaquie a reçu une allocation de 135 M€ du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) dédiée à la modernisation des rails et au renforcement de la sécurité dans les trains. La modernisation concerne notamment deux lignes à l'Est du pays (Spišská Nová Ves – Spišské Tomášovce pour 96,7 M€ et Košice – Čierna nad Tisou pour 27,3 M€), ainsi que 10 M€ dédiés à l'installation du système de contrôle des trains de ZSSK (passagers) et ZSSK Cargo (marchandises).

En l'espace d'un mois, la Slovaquie a connu deux accidents sérieux de trains. Le 13 octobre, deux trains express sont entrés en collision près du village de Jablonov nad Turnou à l'Est du pays. 7 personnes sur 91 blessées étaient dans un état critique. Selon les investigations, le conducteur de l'un des trains n'a pas respecté la signalisation devant un tunnel. Le deuxième accident s'est déroulé le 9 novembre à Pezinok, à 20 km de Bratislava où deux trains sont entrés en collision (l'un des trains est sorti de la gare au feu rouge et a été percuté par un train express roulant à 100 km/h). 79 personnes au total ont été blessées, dont trois graves. Même si cette partie des rails est équipée du système de contrôle des trains ETCS, l'un des deux trains ne l'était pas. Seul un tiers du pays est couvert par le système européen de contrôle des trains même si, selon la directive européenne, tous les corridors clés doivent en être équipés d'ici 2030. Suite à ces deux accidents, le ministre des Transports, Jozef Raz, a proposé sa démission, rejetée par le Premier ministre qui a demandé en retour le limogeage du directeur de la société ferroviaire publique chargée du transport des passagers ZSSK. La nouvelle direction de ZSSK a été nommée le 11 novembre. Le 12 novembre, le gouvernement a également approuvé le dédommagement financier des personnes blessées (de 3 000 € jusqu'à 20 000 € pour les cas les plus graves).

Le 10 novembre, la société publique chargée du transport ferroviaire de passagers a désigné la société slovaque ZOS Vrutky comme vainqueur de l'appel d'offres relatif à l'achat de 10 voitures-lits, avec un service de maintenance sur 10 ans et une option de dix voitures-lits supplémentaires. Le montant de ce marché public s'élève à 70 M€. La société ZOS Vrutky était la seule soumissionnaire.

Le 3 décembre, la société ZSSK a signé un contrat avec le consortium autour de Skoda Group pour l'achat de trains hybrides (batterie + électrique). La valeur de ce contrat pour l'achat 36 trains s'élève à 332 M€, dont 16 unités à 144 M€ et les 20 trains restants sous forme optionnelle. ZSSK prévoit le déploiement de ces trains, dédiés au transport régional, en 2028. La capacité d'un train est de 157 places. Vu le caractère hybride, les trains peuvent rouler également sur des lignes non électrifiées et remplacer donc les trains diesel.

La mairie de Bratislava a annulé et rouvert en décembre pour la troisième fois le marché public relatif à la modernisation des lignes de tramways dans son quartier Est, Ruzinov. La valeur estimée de ce marché est de 100,45 M€ et les offres peuvent être envoyées jusqu'au 26 janvier 2026. Ce marché public évalue plusieurs critères dont le prix, l'expérience des experts, l'entretien des espaces verts et la prolongation de la garantie.

Pour en savoir plus : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/811287-2025>

- aérien

Le 21 novembre, la ligne aérienne entre la capitale Bratislava et la deuxième ville du pays située à l'Est, Košice, a été rouverte, depuis la fin de la liaison commerciale en 2019. Cette ligne est opérée par la société Wizz Air. Le vol dure 50 minutes et est subventionné par l'Etat.

Les deux plus grands aéroports en Slovaquie – à Bratislava et à Kosice – connaissent une très bonne année 2025. De janvier à septembre, le nombre de passagers à Bratislava a atteint 1,85 M (+16 % en g.a.) et le nombre de passagers devrait dépasser cette année le seuil historique atteint en 2018. L'aéroport de Kosice a été fréquenté par 670 965 de passagers (+9,5 % en g.a.).

L'aéroport de Bratislava connaît une guerre commerciale entre Wizz Air et Ryanair. Wizz Air a ouvert mi-novembre à Bratislava l'une de ses bases pour quatre avions. En réponse, Ryanair a ouvert de nouvelles lignes dont certaines pour les mêmes destinations que Wizz Air, comme Barcelone avec désormais 14 vols /semaine. Enfin, cet hiver, l'aéroport de Bratislava connaîtra 49 lignes régulières vers 42 destinations dans 22 pays. Wizz Air opère 25 lignes et ajoutera deux nouvelles lignes en mars 2026. Ryanair opère 21 lignes et veut passer à 33 à l'été 2026.

- fluvial

Mi-novembre, la société slovaco-chypriote WIN-PORT Invest a présenté son projet d'investissement dans la construction d'un port moderne sur Danube à Bratislava intitulé « Harbour Park ». L'investissement s'élève à 680 M€ et devrait créer plus de 2 400 emplois. Le port a pour ambition de devenir le principal nœud logistique de la capitale, avec un bassin de 11 hectares et un canal pour 22 bateaux de cargaison d'une longueur de 80 m. Le bassin et le canal devraient représenter 90 000 m² de surface. Les travaux de construction devraient commencer en 2027. Par ailleurs, le gouvernement slovaque a approuvé un accord avec les Emirats arabes-unis sur la coopération économique qui mentionne ce projet Harbour Park. Les activistes s'opposent au projet au vu de son impact négatif sur l'environnement, la zone touchée comprenant aujourd'hui 100 000 arbres.

Environnement

Le 10 octobre, le ministère de l'Environnement a lancé un deuxième appel à projets de 150 M€ pour la décarbonation de l'industrie. Par ce biais, les industriels peuvent investir dans des technologies modernes, renforcer l'efficacité énergétique, améliorer leur compétitivité ou encore baisser les coûts liés aux émissions du CO₂. Le programme est financé par les ressources européennes, via le Fonds de modernisation. Sont éligibles les sociétés soumises au système européen des quotas de CO₂ et visant une réduction des émissions de 10 000 t, par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Pour en savoir plus : <https://minzp.sk/klima/modernizacyj-fond/dekarbonizacia-priemyslu/vyzva-ii.html>

Mi-octobre, le ministère de l'Environnement a attribué 35,5 M€ de compensation aux neuf entreprises les plus énergivores. L'aide a été octroyée par l'intermédiaire du Fonds environnemental (slovake) qui reçoit les recettes tirées des enchères des quotas d'émission, soit 291 M€ en 2024. Parmi les plus grands bénéficiaires de la compensation figurent Mondi SCP (production d'emballages et de papiers ; aide de 12,4 M€), US Steel (aide de 11,3 M€) et Fortischem (industrie chimique, aide de 4,5 M€).

LITUANIE

Transport

- ferroviaire

Depuis le 21 novembre, la compagnie ferroviaire lituanienne LTG a annoncé l'arrêt du transport des produits pétroliers de la société pétrolière russe Lukoil ou toute société liée à celle-ci, entre Saint-Pétersbourg et l'enclave russe de Kaliningrad, en application des sanctions américaines et britanniques annoncées fin octobre.

Deux nouveaux contrats de construction d'infrastructures (ponts, remblais de chemin de fer, mur anti-bruit) préalables à l'installation des voies ferrées du projet Rail Baltica ont été signés mi-novembre par le ministre des Transports. Le premier contrat concerne un tronçon de 24,4 km pour un total de 248,9 M€ et sera exécuté par l'entreprise Kauno Tiltai, filiale de l'entreprise polonaise de construction d'infrastructures industrielles et énergétiques, Trakcja. C'est le premier contrat sur Rail Baltica décroché par cette société, qui est toutefois impliquée sur 200 projets de nature similaire en Pologne ainsi que dans les trois pays baltes. Le second tronçon de 12,3 km sera réalisé par HISK, qui réalise déjà trois autres projets d'infrastructures similaires pour Rail Baltica.

- mobilités durables

LTG poursuit la modernisation de son réseau ferroviaire et a notamment annoncé la mise en circulation du premier des quinze trains entièrement électrifiés qui doivent, à terme, circuler sur le réseau lituanien.

Energie

- gaz

Fin novembre, pour la première fois une cargaison de Gaz Naturel Liquéfié américain (160 000 m³) majoritairement destiné à l'Ukraine a transité par le terminal GNL de Klaipèda. Cette cargaison qui a été commandée et acheminée par D. TRADING, une filiale de DTEK, la principale compagnie énergétique ukrainienne souligne le soutien logistique et énergétique de la Lituanie à l'Ukraine. De plus, cette cargaison conforte le port de Klaipèda, dans sa position de pôle énergétique régional. En 2025, 30 cargaisons de GNL y ont transité (soit 23,9 TWh), dont 71% en provenance des Etats-Unis.

- renouvelables

Vilnius Heat Network, fournisseur du chauffage urbain de la ville de Vilnius, et Zakaras Holding, fonds d'investissement local ont annoncé leur volonté de prendre le contrôle de Futur Energy, la société en charge d'un des principaux projets de batteries de stockage d'électricité de Lituanie situé à Raseiniai. Ce projet qui reste soumis à l'approbation du conseil de la concurrence comprend l'installation de batteries d'une puissance de 56 MW et d'une capacité de 168 MWh.

Les conclusions de l'audit public demandé par le Seimas du projet d'éoliennes offshore (capacité de 700 MW) en mer baltique porté par le groupe public Ignitis ont été rendus début novembre. L'audit indique que le projet a multiplié les surcoûts (en hausse de 27% depuis 2023) portant le coût total à 2,8 Mds€. En parallèle, sa rentabilité estimée a chuté de 40% depuis 2023, d'autant qu'aucun contrat à long terme de fourniture d'électricité n'a encore été signé. Selon les auditeurs, le projet pourrait ne pas être achevé dans les temps, c'est-à-dire d'ici 2030, et incite donc les responsables de ce projet à fixer des objectifs plus réalistes.

- électricité

La Lituanie a lancé début novembre une consultation publique au sujet de l'extension de l'interconnexion électrique avec la Pologne. Ce projet renforcerait l'indépendance et la

compétitivité énergétique lituanienne, tout en constituant un préalable au développement des énergies renouvelables puisqu'il permettrait de produire plus d'énergie issues de sources non pilotables sans risque de surcapacité. A l'heure actuelle, le réseau électrique transfrontalier permet d'exporter 170 MW vers la Pologne et d'en importer 150 MW. Une telle extension porterait la capacité d'exportation d'énergie à 500 MW et d'importation à 353 MW. D'ici 2030, la mise en place de l'interconnexion Harmony Link devrait permettre d'atteindre une capacité d'échange d'énergie de 1 200 MW (tant en imports qu'en exports).

Environnement

- eau

Fin novembre, le bureau du procureur général de Kaunas a lancé une investigation préalable à l'ouverture d'un procès à l'encontre des Voies navigables de Lituanie (VVKD). Selon le rapport rendu par le ministère de l'Environnement, à l'occasion des travaux de nettoyage du Niémen menés entre 2023 et 2024, le VVKD a réalisé des opérations de dragages qui ont engendré des dégradations environnementales importantes pour un préjudice total estimé à 8 M€. Cette affaire a contraint V. Vinokurovas, directeur de VVKD à la démission fin novembre.

LETONIE

Énergie

La compagnie énergétique AS Latvenergo a conclu des contrats de livraison de 2 TWh de gaz naturel par le terminal GNL du port d'Inkoo en Finlande d'ici la fin de l'année 2025. La compagnie a déjà réalisé ses premières opérations sur le marché en Finlande, en livrant du GNL via le terminal d'Inkoo aux clients finlandais du marché de gros pendant les périodes où l'interconnexion par gazoduc Balticconnector n'était pas possible. AS Latvenergo utilise le terminal de Klaipèda depuis 2022, avec une capacité annuelle de 6 TWh pour des approvisionnements réguliers en gaz naturel.

Le gestionnaire letton du réseau de transport d'électricité, AS Augstsprieguma tīkls (AST), a achevé les travaux sur les systèmes de batteries de stockage d'énergie à Rēzekne et Tume, marquant l'ultime étape du projet de synchronisation des systèmes énergétiques baltes avec l'Europe. Les batteries d'AST fourniront au système énergétique letton la puissance d'équilibrage nécessaire pour un fonctionnement sûr et stable. Les batteries ont été installées par l'entreprise Rolls-Royce Solutions, en collaboration avec LEC Construction International. La puissance des batteries installées représente 80MW avec une capacité de stockage de 120MWh (Rēzekne 60 MW/120 MWh, Tume 20 MW/40 MWh). Le montant du projet s'élève à 77,07 M€, dont l'installation du système de batteries à Rēzekne a été financée à 100% par le Mécanisme de relance et de résilience (RePowerEU), tandis que les travaux d'extension des sous-stations liés au raccordement des batteries à Tume et à Rēzekne, ont été cofinancés à 75% par le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF).

Plus d'information: [AST Battery Energy Storage Systems in Rēzekne and Tume will start providing balancing reserves for power system reliability on 30 October | AST](#)

Les gestionnaires de réseaux de transport d'électricité letton et estonien, AS Augstsprieguma tīkls (AST) et AS Elering, ont lancé, en coopération avec des consultants internationaux, une étude technico-économique pour la construction de la quatrième interconnexion électrique entre l'Estonie et la Lettonie. Cette interconnexion, qui devrait être développée comme un projet offshore en mer Baltique, entre l'île de Saaremaa en Estonie et la côte de Kurzeme en Lettonie, augmentera la sécurité et la stabilité du système énergétique et permettra d'intégrer un volume plus important d'énergie renouvelable dans les réseaux électriques letton et estonien, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs climatiques des deux pays. L'évaluation de la solution technologique de l'interconnexion sera réalisée d'ici février 2026 par le cabinet de conseil italien CESI S.p.A pour un montant de 165 000 €. L'analyse coûts-bénéfices sera quant à elle effectuée d'ici mars 2026, par la société française Artelys SAS pour un montant de 79 000 €.

Plus d'information : [AST and Elering Begin a Feasibility Study for the Fourth Estonia-Latvia Electricity Interconnection | AST](#)

Infrastructures

Le 3 novembre, l'aéroport international de Riga a présenté son plan de développement pour les années 2025–2050, élaboré en coopération avec l'entreprise espagnole d'ingénierie aéronautique Ineco et les entreprises lettones Venteko et Régionālie projekti. Ce plan prévoit la modernisation du terrain d'aviation de l'aéroport de Riga avec de nouvelles voies de circulation, l'extension du terminal, un perron sud et des zones modernes de dégivrage. Un développement ciblé de différentes zones de services aéronautiques, avec des espaces spécialisés et adaptés pour la manutention du fret et la maintenance technique des aéronefs, est également envisagé. L'aéroport poursuivra le développement de la ville aéroportuaire RIX Airport City : un environnement multifonctionnel dédié aux affaires, à la logistique et aux services, comprenant des bureaux, des hôtels et des espaces pour loisirs. Le montant d'investissement pour les prochaines 25 années est estimé à 800 M€, dont 300 M€ pour la modernisation de l'infrastructure existante et 500 M€ pour de nouveaux projets.

Plus d'information : [Master Plan 2025-2050 | RIX](#)

Du 23 au 26 novembre, au total 20 entreprises lettones ont participé à une mission commerciale aux Emirats Arabes Unis, menée par le ministre de l'Economie, Viktors Valainis. Au cours de cette visite, un MOU a été signé avec l'une des plus importantes entreprises de services portuaires et logistiques des Emirats Arabes Unis, AD Ports Group. Le MOU concerne le développement dans les trois domaines stratégiques : transport des marchandises, développement du terminal pour les passagers et technologies de services portuaires. La délégation lettone a également entamé des discussions avec les fonds d'investissement internationaux Mubadala et ADQ sur des projets d'investissement potentiels dans les domaines de l'énergie verte, des infrastructures, de la logistique, de la mobilité et autres.

Plus d'information : [Ekonomikas ministrs vienojas par sadarbību ar vienu no lielākajiem AAE ostu un logistikas uzņēmumiem "AD Ports Group" | Ekonomikas ministrija](#)

Transport

Conformément à la décision du gouvernement, un montant de 118,6 M€ sera mis à disposition de la compagnie ferroviaire Latvijas Dzelzceļš (LDz) pour les projets de modernisation du réseau ferroviaire en Lettonie dans le cadre du programme de politique de cohésion de l'UE pour la période 2021-2027. L'objectif du financement est de moderniser et étendre le réseau ferroviaire électrifié existant, d'accroître la sécurité des passagers et des trains, d'améliorer la qualité et le confort des services, ainsi que d'améliorer les systèmes de communication et d'information ferroviaires, leur sécurité et leurs performances conformément aux normes européennes. Le financement alloué sera utilisé pour la modernisation des quais ferroviaires à travers la Lettonie, l'augmentation de la vitesse des trains à 140 km/h sur la section Sloka-Tukums II, ainsi que l'introduction d'un système de radiocommunication de nouvelle génération sur les chemins de fer grâce à la construction de 20 stations de base 5G mobiles.

Le chantier naval letton AtoZ a commencé la construction du premier bateau de pêche côtière propulsé par une technologie de pile à combustible à hydrogène. Le projet, dont le montant total s'élève à 3,38 M€ (>80% financement de l'UE), vise à développer un bateau de pêche doté d'une propulsion sans émission, alimenté par un système de pile à hydrogène et un moteur électrique. Le futur navire mesurera moins de 12 m de long et sera conçu pour répondre aux besoins de travail réels des pêcheurs dans les eaux côtières. Le projet est réalisé dans le cadre d'un large partenariat international, avec l'Université technique de Riga (RTU) comme partenaire principal, l'entreprise française Genevos, qui fournira un système de pile à hydrogène de 40 kW, ainsi que l'Université des sciences appliquées de Vidzeme et le Centre de Tallinn de l'Institut de l'environnement de Stockholm. Le projet sera mis en œuvre jusqu'au 31 octobre 2026.

ESTONIE

Énergie

Le Plan de développement du secteur de l'énergie jusqu'en 2035 (ENMAK 2035) est désormais débattu au Riigikogu (Parlement), les commissions compétentes soulignant qu'il doit simultanément garantir la sécurité énergétique, soutenir la compétitivité et accélérer la transition vers une énergie propre. Le texte fixe les orientations pour l'approvisionnement en électricité, gaz, carburants et chaleur, et vise une production neutre climatiquement d'ici 2050. Il a été examiné par le Parlement le 4 décembre, avant sa publication par le ministère du Climat avant la fin de l'année.

Ces ambitions climatiques sont questionnées alors que la Commission européenne a engagé plusieurs procédures d'infraction contre l'Estonie pour transposition incomplète de quatre directives portant sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les marchés financiers et la performance énergétique des bâtiments. L'Estonie dispose de deux mois pour répondre. Parallèlement, le dernier Eurobaromètre montre que les habitants des pays baltes sont les moins préoccupés par les enjeux climatiques de l'UE : seuls 14 % des Estoniens citent le climat parmi les principaux défis européens, leurs priorités se concentrant sur la sécurité et la guerre en Ukraine.

Le développement du stockage d'énergie progresse avec un financement record de 85,6 M€ obtenu pour les parcs de batteries Hertz 1 et Hertz 2 (Baltic Storage Platform), qui formeront à Kiisa et Aruküla l'un des plus grands complexes de stockage d'Europe continentale (200 MW). En complément, Enefit Industry a attribué un contrat de 100 M€ pour la construction près de Narva d'une centrale de cogénération flexible de 100 MW capable d'utiliser du gaz, du biométhane et jusqu'à 25 % d'hydrogène, afin de renforcer les capacités pilotables et les réserves de fréquence.

- renouvelables

Une nouvelle usine de biogaz à Tahula (Saaremaa), dont la mise en service est prévue au printemps 2026, doit produire 58 GWh de biométhane par an, couvrant jusqu'à 25 % des besoins de chauffage de la municipalité et fournissant un substitut local au diesel tout en réduisant l'usage d'engrais. Parallèlement, l'Agence environnementale a lancé une cartographie nationale des énergies renouvelables, qui centralise les données sur les installations solaires, éoliennes, hydrauliques, biogaz et sur les capacités de raccordement, afin de soutenir la planification territoriale et le développement du secteur.

Alors que la Chambre de commerce et d'industrie soutenait la proposition du ministère du Climat visant à introduire une réduction de 75 à 85 % de cette contribution pour les grands consommateurs d'électricité, le gouvernement a finalement décidé de la maintenir inchangée en 2026, à 0,84 €/kWh. Cette décision intervient dans un contexte où 69 % de l'électricité produite en Estonie provient déjà de sources renouvelables et où la majeure partie de cette production n'est plus subventionnée. Les autorités prévoient néanmoins d'allouer 74 M€ de soutien l'an prochain, principalement au solaire, à l'éolien et à la biomasse, pour un volume attendu de 1,6 TWh d'électricité subventionnée. Les modalités actuelles des enchères et l'évolution des prix du marché laissent envisager une stabilité, voire une légère diminution, de cette contribution au cours des prochaines années.

- hydrogène

L'Estonie avance aussi sur les infrastructures hydrogène : Elering a demandé l'ouverture d'un plan spécial national pour évaluer le tracé et les conditions de construction du tronçon estonien du corridor hydrogène nordico-balte, futur gazoduc reliant la Finlande à l'Allemagne et estimé à 90 TWh de transport annuel. Enfin, la capacité totale des parcs éoliens raccordés atteint 694 MW, tandis que les plans en cours d'examen pourraient ajouter près de 3,5 GW supplémentaires, confirmant le rôle central de l'éolien dans l'expansion des renouvelables en Estonie.

Environnement

- émissions

Le dernier Climate Change Performance Index (CCPI) indique que le secteur forestier estonien est devenu un émetteur net de gaz à effet de serre, faisant reculer le pays vers le groupe des pays à performance moyenne, en raison notamment de l'extraction de tourbe et des coupes à blanc, avec un impact sur les forêts anciennes. Le rapport souligne l'absence de politique contraignante et la nécessité d'objectifs scientifiques basés sur le budget carbone national.

Ce recul intervient alors que le ministère du Climat a finalisé un projet de loi visant à protéger 30 % des terres et à maintenir 70 % des forêts à usage commercial, réduisant la taille des coupes à blanc et renforçant les sanctions pour non-conformité. Ce projet de loi est cependant vivement critiqué par le Conseil estonien des ONG environnementales, qui estime qu'il favorise l'exploitation forestière au détriment de la conservation et crée une confusion juridique.

Transport

- mobilité durable

Le gouvernement estonien, appuyé par la Chambre de commerce et d'industrie, soutient la promotion des carburants alternatifs et des infrastructures de recharge, mais refuse une obligation européenne contraignante d'achat de véhicules zéro émission, jugée trop coûteuse et risquant de nuire à la compétitivité. La chambre souligne également l'insuffisance des infrastructures actuelles et considère que les mesures existantes de l'UE, la fin de la vente des véhicules thermiques, sont suffisantes. Elle préconise une approche flexible et technologiquement neutre pour réduire les émissions sans les ramener immédiatement à zéro.

Agenda

16-17 décembre	Congrès du Biogaz, Varsovie
13-15 janvier	Solar Energy Expo, Varsovie
9 février	European Economic Congress Trends 2026 Conference, Varsovie
11 février	Navigating Energy Pathways for the Baltic Sea Region Conference, Riga
23-24 février	POWERPOL National Power&Heat Congress, Varsovie
25-27 mars	Climate Summit 2025, Varsovie

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : kamila.pluciennik@dgtrresor.gouv.fr